

Discours de Jacques Blanc (10 mars 1994)

Légende: Discours enthousiaste du premier président du Comité des régions, Jacques Blanc, lors de la session constitutive du Comité des régions, le 10 mars 1994, à Bruxelles. Jacques Blanc se montre fier de la création de la première «institution» qui donne un rôle aux collectivités régionales et locales, ainsi que plein d'espoir dans la mission du Comité de donner un contenu réel à «l'Europe des citoyens».

Source: Procès-verbal de la session constitutive du Comité des régions, Séance du 10 mars 1994 (premier exercice quadriennal) 1994-1998, DI CdR 25/94 (2ème partie) - annexe 4. Bruxelles: Comité des régions des Communautés européennes, 24.03.1994. 4 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jacques_blanc_10_mars_1994-fr-3a4255fe-e6fa-48c1-a21b-ced6ceae0f7c.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Discours de M. Jacques Blanc, Président du Comité des régions, à Bruxelles le 10 mars 1994

Madame le Président, Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues,

Permettez-moi à cet instant d'exprimer mes sentiments plutôt que de faire un grand discours que je n'ai pas préparé, préférant consacrer les quelques heures qui viennent de s'écouler à la préparation des travaux du Comité des régions; ce sont d'abord des sentiments de très grande fierté, fierté que nous devons tous partager parce que nous sommes désormais ici, Madame le Président, Monsieur le Vice-Président, vous tous, chers collègues, responsables de la réussite, en Europe, de la première institution, et j'insiste sur le mot institution, créée par le Traité de Maastricht et qui donne un rôle aux régions et aux collectivités locales. Il s'agit là d'une étape fondamentale dans la vie de cette jeune Union européenne.

Madame le Président du Comité économique et social, permettez-moi de vous remercier de votre présence; j'ai déjà eu l'honneur et le plaisir de vous rencontrer à un moment où je préparais cette étape et j'avais apprécié la manière dont vous m'aviez accueilli; j'avais aussi senti que pour vous, comme pour nous, il n'y avait pas d'ambiguïté : nous nous respectons mutuellement. En effet, au sein du Comité économique et social, il y a des responsables socioprofessionnels qui ont des missions différentes de celles des élus politiques que nous sommes et, d'emblée, j'ai senti que nous n'avions pas à craindre de votre part une volonté quelconque de nous tenir sous tutelle mais, au contraire, que vous étiez convaincue qu'il était indispensable de prévoir l'organisation de la vie du Comité des régions de manière indépendante, autonome, avec son budget et son secrétariat général. Ceci n'empêche pas, et nous allons nous employer à le faire, une structure intermédiaire commune pouvant apporter une contribution technique aux uns et aux autres. A ce propos, j'ai senti chez vous une analyse pertinente du rôle que nous pouvions avoir, nous élus politiques, non pas pour occulter les travaux du Comité économique et social mais pour apporter une réponse forte aux attentes des populations et des citoyens de l'Europe.

J'ai dit que nous éprouvions ensemble un sentiment de fierté d'autant plus grand que nous constituons une assemblée variée regroupant des personnalités aussi diverses que celles venues de petites communes, et je suis moi-même maire d'une petite commune, de collectivités intermédiaires, et j'ai l'expérience des départements en France, de région, et je suis Président d'une région. Cette diversité est pour nous un atout; elle traduit la richesse de nos pays d'Europe dans le respect du rôle de toutes les collectivités territoriales dans le cadre de l'Etat nation. Nous croyons en effet à la complémentarité de l'Etat et des collectivités territoriales qui peuvent apporter un plus dans notre démocratie. Nous devons être tiers mais nous devons aussi être conscients de nos responsabilités que rend nécessaire la prise en compte de nos diversités, afin qu'elles constituent une chance supplémentaire. Soyons-en capables comme nous l'avons été lors de l'élection du Bureau. Désormais, la preuve est faite que nous sommes capables de dépasser les contradictions qui auraient pu tout bloquer entre les régions et les collectivités locales, que nous sommes capables de déboucher dans notre structure sur un équilibre géographique indispensable où les douze pays, les représentants des délégations de ces douze pays se sentent reconnus totalement et nous en avons la preuve à cette tribune que nous étions capables de trouver les équilibres politiques nécessaires.

J'ai la conviction ce soir que la capacité de ces trois équilibres, à savoir : collectivités régionales et locales, équilibre géographique, équilibre politique, sont la base même d'un travail efficace et de la crédibilité de notre assemblée. Alors, c'est vrai, les observateurs divers vont nous regarder et vont s'interroger pour savoir si nous sommes capables d'assurer aussi notre propre crédibilité par la qualité de nos travaux et par leur concentration sur des objectifs politiques spécifiques et si nous sommes en mesure d'éviter les tentations que nous aurons parfois de vouloir aller dans toutes les directions. Il nous appartiendra de nous imposer cette discipline garante d'un vrai pouvoir d'influence.

Je n'anticiperai pas sur les évolutions du Traité de Maastricht qui prévoit lui-même qu'en 1996 une réforme institutionnelle pourra venir compléter ce qui a déjà été fait. Je dirai qu'il nous appartient de transformer notre rôle consultatif en pouvoir d'influence réel par la crédibilité de nos travaux, par la capacité de concentrer ces travaux sur un certain nombre de points fondamentaux et par notre démonstration, complétant celle que nous venons de faire, que nous sommes réellement un trait d'union indispensable et des acteurs

indispensables entre les instances dirigeantes de la Communauté et l'ensemble des citoyens de l'Europe.

Dans chacun de nos pays nous avons vécu, quelles que soient les modalités d'approbation du Traité de Maastricht, des moments qui ont parfois été difficiles pour des Européens convaincus. Et nous avons mesuré qu'un fossé s'était peut-être creusé entre l'Europe et ses citoyens; que l'Europe, quelle que soit la qualité de ses responsables et de ses dirigeants, et je voudrais ici rendre hommage à la fois au Président du Conseil - et j'ai été très sensible à la présence hier de son responsable, le ministre de l'Intérieur grec - et à la Commission, en particulier à son Président M. DELORS; je voudrais aussi rendre hommage au Parlement et à son Président, qui est venu, hier, témoigner de l'intérêt qu'il portait à nos travaux. Quelles que soient donc les qualités des responsables, un fossé s'est creusé. Il est indispensable que nous, élus régionaux et locaux, venions combler ce fossé et que nous soyons les acteurs de la nouvelle espérance européenne.

C'est vrai, il est parfois nécessaire que nous évitions telle ou telle dérive négative de la technocratie. C'est vrai qu'il est indispensable que le réel, la vie du quotidien entraîne un certain nombre de décisions. Or, nous sommes, nous, conduits tous les jours, quel que soit le niveau des responsabilités que nous assumons, à nous préoccuper de la vie de nos concitoyens, de la formation et de l'enseignement de nos jeunes, de la santé de nos populations, de la qualité de notre environnement, de l'aménagement de notre territoire. Nous sommes ceux qui peuvent peut-être apporter un contenu réel à ce principe, à cette exigence de cohésion économique et sociale. Ce n'est pas un mot artificiel, une théorie, nous savons, nous, combien dans nos communes, combien dans nos régions, il y a hélas des jeunes et des moins jeunes qui sont exclus de la vie active et qui vivent douloureusement cette exclusion.

Nous sommes tous traumatisés par la lutte de ceux qui cherchent du travail, quel que soit leur âge, et qui sont dans la désespérance. Nous sommes sensibles au besoin exprimé aujourd'hui plus fortement que jamais de permettre à nos concitoyens de retrouver leur propre équilibre personnel grâce à la qualité de leur environnement. Je suis de ceux qui pensent qu'à un moment où peut-être les valeurs spirituelles se sont un petit peu éloignées, il y a une angoisse existentielle qui envahit beaucoup de femmes et d'hommes en Europe et dans le monde et que ces femmes et ces hommes, pour maîtriser cette angoisse existentielle, ont besoin de retrouver dans la nature, dans leur ville, dans leur village, une qualité de vie indispensable. Nous sommes aussi de ceux qui veulent que l'on donne une définition de la subsidiarité car il faut trouver une vraie modalité d'application de la subsidiarité, parce que les femmes et les hommes de nos pays ont besoin de sentir que les décisions sont prises le plus près d'eux. Ils ont une double attente, celle de garder profondément leurs racines; mais aussi, en même temps, ils savent bien que rien ne peut se faire sans la dimension européenne.

Nous sommes dans un monde où apparaissent de fantastiques espérances et où, hélas, se développent des drames épouvantables. Mais, dans ce monde qui bouge, chacun sent bien que s'il n'y a pas la capacité de construire l'Europe, de donner un contenu plus vrai, plus concret, plus réel à cette Europe des citoyens, nous serions alors peut-être emportés, on ne sait par quel vent. J'ai la conviction que nous pouvons, nous Comité des régions, contribuer à donner à ce squelette de l'Europe construit par les Etats - et je reprends là une expression très forte du président Jordi PUJOL - du muscle, de la chair et du nerf. Nous devons être des acteurs à double sens, partenaires du Parlement et de la Commission : nous voulons travailler main dans la main avec le Parlement européen et je tiens ici à affirmer notre volonté très forte d'être complémentaires et non pas concurrents et nous voulons aussi apporter notre soutien à la Commission. Permettez-moi d'ailleurs de dire, à titre personnel, que j'ai eu la chance de découvrir, à la Commission, et chez l'ensemble des fonctionnaires européens, beaucoup de volonté fantastique et de personnes de grande qualité. On accuse souvent à tort la Commission de maux qui ne sont pas les siens, en particulier parce qu'on est incapable soi-même de décider. Nous voulons aussi apporter notre soutien au Conseil de l'Union européenne dont j'ai bien connu l'importance à l'époque où j'ai eu l'honneur de participer, en 1977-78, au Conseil agriculture.

Nous avons la prétention d'apporter le fruit de notre expérience du vécu quotidien et de peser fortement sur les grandes orientations politiques. Mais je vous demande également d'être les acteurs permanents du message de l'Europe. Nous sommes les membres du Comité des régions pas simplement quand nous nous retrouvons ici à Bruxelles, et nous remercions d'ailleurs le Parlement de nous avoir accueilli et nous vous en remercions, Mme la Présidente du CES, des services tout à fait remarquables que tous vos collaborateurs

nous ont apportés. Mais nous sommes aussi et surtout les membres du Comité des régions dans nos pays, dans nos régions, dans nos communes.

Il est donc important, que nous puissions aller rappeler ce qu'est l'Europe et ce qu'elle apporte en réalité à l'ensemble de nos populations. Il faut que partout dans nos collectivités régionales et locales, on sache que nous sommes le membre du Comité des régions et le porteur de l'espérance européenne. Je souhaite très fortement, et sachez que je m'y emploierai, que nous réussissions dans les équilibres cités, dans notre capacité de solidité et de concentration de nos efforts et que nous réussissions aussi, et je veux remercier la presse, à faire passer plus fortement le message, non pas parce que c'est le message du Comité des régions dont nous sommes en charge aujourd'hui, mais parce que ce doit être le nouveau signe d'une Europe du quotidien, d'une Europe des citoyens.

Dans cette fin de siècle, si nous voulons préparer le futur millénaire, nous savons que nous avons besoin de faire renaître l'amour européen. Souhaitons chers collègues, que nous réussissions et que nous montrions par là qu'il y a une réponse aux problèmes des femmes et des hommes de notre siècle. Sachons créer des perspectives nouvelles pour eux-mêmes, pour leur épanouissement, qu'il soit personnel ou professionnel et aussi dans leur vie collective. Créons un mouvement nouveau de solidarité. Donnons à l'Union européenne le vrai sens du mot communauté. Merci.